

PRÉFET DE LA REGION POITOU-CHARENTES

**Arrêté préfectoral n° 32 /DREAL/2015  
Portant décision d'examen au cas par cas en application  
de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

*Construction d'une serre agricole avec couverture en panneaux photovoltaïques à Saint-André-de-Lidon (17)*

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION POITOU-CHARENTES  
PRÉFÈTE DE LA VIENNE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

**Vu** la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

**Vu** le code de l'environnement, notamment la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, et plus particulièrement ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

**Vu** le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.311-1 et suivants et R. 311-1 et suivants ;

**Vu** l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012, fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté de Madame la Préfète de région du 21 novembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Patrice GUYOT, Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Poitou-Charentes ;

**Vu** la décision de Monsieur Patrice GUYOT Directeur de la DREAL Poitou-Charentes en date du 30 décembre 2014 portant subdélégation de signature aux agents placés sous son autorité, désignés à l'annexe 2 ;

**Vu** le plan local d'urbanisme de la commune de Saint-André-de-Lidon approuvé en date du 25 juillet 2005 et n'ayant pas fait l'objet d'une évaluation environnementale ;

**Vu** le formulaire d'examen au cas par cas n° 2015-001511 déposé par Monsieur Guillaume PROU et relatif à la construction d'une serre agricole avec couverture en panneaux photovoltaïques sur la commune de Saint-André-de-Lidon (17 260), reçu et considéré complet le 24 février 2015 ;

**Vu** l'avis de l'agence régionale de santé réputé sans observation le 13 mars 2015 ;

**Considérant** la nature du projet,

- qui relève de la rubrique n°36° du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;
- qui consiste à construire une serre monobloc à usage agricole et culture maraîchère de type serre multi-chapelles en verre d'une superficie de 34 218 m<sup>2</sup>, couverte de panneaux photovoltaïques sur les pans sud et en capacité de produire une puissance électrique de 3 863 280 KWh ;
- étant précisé que ce projet a pour objectif de développer la production maraîchère et que son usage est nécessaire à l'activité agricole conformément à l'article R.123-7 du code de l'urbanisme ;

**Considérant** la localisation du projet,

- situé au nord-ouest de la commune de Saint-André-de-Lidon au lieu-dit "Champ des Fougères" ;
- sur un terrain d'assiette de 65 635 m<sup>2</sup> en zone A du plan local d'urbanisme (PLU) et sur un micro-secteur du territoire communal ne présentant pas d'enjeu environnemental identifié ;

**Considérant** que le projet fera l'objet d'un dossier au titre de la réglementation de la Loi sur l'eau concernant la gestion des eaux pluviales et qu'à cet effet, le projet présente des bassins de stockage des eaux pluviales d'un volume approximatif de 5000 m<sup>3</sup> consommés à des fins d'irrigation des cultures maraîchères ;

**Considérant** que "le volet paysager", présenté dans la notice environnementale fournie au dossier, propose des mesures d'insertion paysagère du projet adaptées aux enjeux identifiés, plantation d'une noyeraie au sud et sud-ouest du projet et d'une haie d'essences locales sur le périmètre du terrain d'assiette ;

**Considérant** que le pétitionnaire devra s'assurer au besoin, en procédant à des inventaires faune et flore, de la présence ou de l'absence d'espèces protégées et de leurs habitats, et que s'ils sont impactés par le projet, le pétitionnaire devra démontrer l'intérêt public majeur de son projet et présenter les autres alternatives étudiées afin de pouvoir déposer une demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées et de leurs habitats qui explicitera les mesures d'évitement et de réduction d'impact, ainsi que les mesures de compensation sur les impacts résiduels ;

**Considérant** qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, le projet n'est pas susceptible d'impact notable sur l'environnement au titre de l'annexe III de la directive 2011/92 UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 ;

## ARRÊTE :

### Article 1<sup>er</sup> :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, **le projet de construction d'une serre agricole** avec couverture en panneaux photovoltaïques sur la commune de Saint-André-de-Lidon (17 260) **n'est pas soumis à étude d'impact.**

### Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

### Article 3 :

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la DREAL Poitou-Charentes.

Fait à Poitiers, le 16 mars 2015

Pour la Préfète et par délégation,  
Pour le Directeur Régional et par délégation,

Le chef du Service Connaissance  
des Territoires et Évaluation

  
**Didier CAISEY**

#### Voies et délais de recours

##### 1- Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact :

Le recours administratif préalable est **obligatoire** sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision sur le site internet de l'autorité environnementale adressé à :

Madame la Préfète de région  
Préfecture de la région Poitou-Charentes  
1 place Aristide Briand  
86 000 POITIERS

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

##### 2- Décision dispensant le projet d'étude d'impact :

Le recours gracieux doit être formé dans le délai de deux mois. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à :

Madame la Préfète de région  
Préfecture de la région Poitou-Charentes  
1 Place Aristide Briand  
86 000 POITIERS

Le recours hiérarchique doit être formé dans le délai de deux mois. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à :

Mme la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie  
Grande arche  
Tour Pascal A et B  
92 055 La Défense cedex

Le recours contentieux doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la notification / publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique. Il doit être adressé au :

Tribunal administratif de Poitiers  
15 rue Blossac  
86 000 POITIERS